

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(01)/ST/45
10 novembre 2001

(01-5616)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Quatrième session
Doha, 9 - 13 novembre 2001

Original: anglais

HONGRIE

Déclaration de S.E. M. Péter Balás
Sous-Secrétaire d'État, Ministère des affaires étrangères

Permettez-moi pour commencer de dire, au nom de la délégation hongroise, ma profonde reconnaissance à Son Altesse l'Émir Hamad bin Khalifa Al Thani, à vous Monsieur le Président, et au gouvernement et au peuple du Qatar qui accueillent la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC. Nous sommes très sensibles à la chaleureuse hospitalité qui nous a été réservée et apprécions les excellentes conditions de travail qui nous sont offertes.

La délégation hongroise place de grands espoirs dans cette conférence, qui intervient à un moment crucial. Nous espérons fermement - je dirai nous sommes convaincus - que les divergences qui subsistent entre les positions des délégations pourront être comblées pendant cette conférence et que l'OMC sera à même de lancer un cycle de négociations commerciales multilatérales ambitieux, à large participation et de vaste portée. Les excellents projets de textes préparés par l'Ambassadeur Harbinson, auquel nous tenons à dire notre immense reconnaissance pour sa très précieuse contribution, sont une excellente base pour nos travaux. Le nouveau cycle devrait, selon nous, associer des négociations visant à améliorer l'accès aux marchés des biens et des services à la fixation de nouvelles règles et à la clarification et l'amélioration des règles existantes. Nous pensons qu'il faut un programme de négociations suffisamment large pour offrir suffisamment de possibilités de concessions réciproques, et nous approuvons l'idée que les résultats des négociations devraient constituer un engagement unique. Nous sommes convaincus que seule cette approche permettra de garantir que les importantes négociations prescrites concernant l'agriculture, les services et les indications géographiques, déboucheront sur des résultats substantiels. Il ne fait aucun doute pour nous qu'un nouveau cycle est nécessaire dans le cadre de l'OMC et que l'heure est venue de nous engager ensemble dans cette vaste entreprise. En voici les raisons, succinctement présentées:

Premièrement, nous pensons qu'un nouveau cycle est nécessaire pour donner la preuve, après les événements tragiques du 11 septembre, de la détermination qui anime la communauté internationale, résolue à faire progresser la coopération multilatérale. Comme tous les Membres de l'OMC, nous pensons que l'attaque terroriste perpétrée contre les États-Unis était un coup porté à l'ouverture et à la liberté, valeurs communes qui sont au cœur du système de l'OMC. Car nous partageons le point de vue que le commerce va beaucoup plus loin que l'efficacité économique et que c'est un moyen irremplaçable de favoriser l'ouverture, la liberté de choix et les avantages mutuels dans le cadre d'échanges pacifiques et dans le respect du droit. Selon nous, les Ministres devraient, en lançant le nouveau cycle, donner un signal clair que les Membres de l'OMC sont résolus collectivement à défendre ces valeurs et rejettent le terrorisme.

Deuxièmement, la situation de l'économie mondiale est un grave sujet de préoccupation pour nous tous, d'autant que la récession se profile à l'horizon dans les trois principaux centres économiques. Tout ralentissement de l'économie amplifie les pressions qui s'exercent sur les gouvernements pour qu'ils recourent à des mesures visant à écarter la concurrence étrangère,

lesquelles menacent plus particulièrement les pays les plus petits, les plus faibles et les plus ouverts. La situation actuelle ne fait qu'exacerber ces risques, puisque les cycles économiques sur les principaux marchés semblent fortement synchrones. De notre point de vue, le meilleur moyen de prévenir ces risques est de lancer un nouveau cycle et de nous engager à ne pas céder à des réflexes protectionnistes, faute de quoi nous enverrions aux agents économiques un signal désastreux et chaque Membre de l'OMC y perdrait en fin de compte. La liste des victimes pourrait être très longue, allant des agriculteurs et des ouvriers aux fournisseurs de services et aux investisseurs, chez tous les Membres de l'OMC. Mais ce sont les pays en développement, et en particulier les moins avancés, qui risqueraient de souffrir le plus à cause de leur plus grande vulnérabilité économique.

Troisièmement, les Membres de l'OMC ont fait collectivement un énorme faux pas il y a deux ans à Seattle, à l'occasion de la première tentative de lancement d'un nouveau cycle. Il ne fait aucun doute que notre échec aurait des conséquences négatives durables, voire irréparables, sur la réputation, la pertinence et la crédibilité de l'OMC à l'échelon international et en fin de compte du système commercial multilatéral. Les tendances à la libéralisation dans un cadre régional qui se manifestent déjà pourraient alors devenir source d'exclusion s'il n'existait pas un processus parallèle de libéralisation multilatérale des échanges. Nous pensons que l'augmentation constante du nombre de Membres de l'OMC atteste de l'importance que les pays attachent à ce système et aux principes d'ouverture et de non-discrimination sur lesquels il est fondé. Nous n'avons donc pas d'autre choix que de faire en sorte que la Conférence de Doha remette l'OMC sur les rails.

Quatrièmement, avec la révolution des techniques de l'informatique et les flux de marchandises, de services et d'investissements, la mondialisation est là, que nous le veuillions ou non. Dans des conditions favorables, ce processus peut être un puissant moteur pour la croissance économique, mais il peut aussi avoir des effets pernicieux indésirables, comme l'abus éventuel de positions dominantes, s'il n'est pas soumis à des règles. À notre sens, la mondialisation offre véritablement l'occasion de développer la croissance économique et de relever le niveau de vie dans tous les pays du monde, mais des règles multilatérales sont nécessaires si l'on veut que les avantages qui l'accompagnent soient répartis équitablement. C'est pourquoi l'un des grands espoirs de la Hongrie est que l'on adoptera ici à Doha des décisions claires en vue de l'élaboration de règles multilatérales sur l'investissement étranger direct et la politique de concurrence, afin de canaliser la mondialisation. Pour la même raison, nous attachons une importance considérable à la clarification de certaines règles de l'OMC en liaison avec le développement durable.

Je voudrais expliquer en quelques mots pourquoi la Hongrie appuie le lancement de nouveaux pourparlers sur le commerce mondial. Pour notre pays, l'objectif économique le plus important des prochaines années est d'avoir un rythme de croissance très dynamique qui nous permettra de rattraper véritablement les États membres de l'Union européenne. La Hongrie étant un petit pays à l'économie ouverte fortement tributaire des relations économiques internationales, l'un des préalables les plus importants si l'on veut atteindre ce but est l'existence d'un environnement économique extérieur favorable et stable. Nous sommes convaincus qu'un système commercial multilatéral fonctionnant harmonieusement, renforcé et mis à jour dans le cadre d'un nouveau cycle englobant, outre l'accès aux marchés, l'élaboration de règles sera un moyen essentiel pour nous permettre de disposer de l'environnement stable et favorable dont nous avons besoin.

L'attachement de la Hongrie au système de l'OMC et à son renforcement procède de l'expérience que nous avons acquise au cours des années 90, où nous avons mené à bien la transition de notre économie. En dix ans, la politique économique de la Hongrie, inspirée des principes d'ouverture et de libéralisation de l'OMC, a donné des résultats impressionnants en matière d'efficacité économique, de productivité et de compétitivité à l'échelle internationale. Les chiffres du commerce sont éloquentes: la valeur des exportations de la Hongrie a augmenté de 400 pour cent au cours de la dernière décennie; le taux de croissance de ses exportations a été parmi les plus élevés du monde, si bien que sa part du commerce mondial a doublé. À l'heure actuelle, la Hongrie vient respectivement au 25^{ème} et au 23^{ème} rangs pour l'exportation de biens et de services parmi les Membres de l'OMC,

l'Union européenne comptant pour un. Ces tendances positives, et en fait la modernisation de l'économie hongroise, sont étroitement liées au fait que nous avons réussi à attirer des courants d'IED substantiels et stables, et que les sociétés hongroises ont aussi commencé, quoique à un moindre degré, d'investir à l'étranger. Tout cela montre pourquoi la Hongrie est désireuse de préserver et de développer le système commercial multilatéral.

C'est dans cet esprit que notre délégation a adopté une approche fondée sur une large participation pendant la préparation de la Conférence de Doha. Nous sommes résolu à conserver cette approche ici et tenons à vous assurer de notre soutien sans faille dans vos efforts. Nous sommes convaincus que, sous votre conduite éclairée, la Conférence de Doha ne pourra être qu'un succès.
